

## La chine, un acteur majeur de l'économie mondiale

*La Chine est, désormais, un acteur majeur de l'économie mondiale avec une contribution à la croissance mondiale quatre fois supérieure à celle des Etats Unis selon le FMI (1.2 point contre 0.3 point pour les USA).*

*Ce statut acquis grâce à une politique active soutenue en matière d'attraction de l'investissement direct étranger et de soutien à l'exportation, propulse la Chine à la seconde place dans le monde sur le plan du niveau global du Produit Intérieur Brut et la rend le point de mire des analystes économiques tant en matière d'évaluation de ses performances aussi bien passées et présentes que futures.*

*l'étude publiée en juin dernier par l'Institut Montaigne sur le rebond que connaît l'économie chinoise après la pandémie qui a affectée fortement l'économie mondiale en 2020, s'insère dans le cadre de cette mouvance. Nous en publions ci-après quelques extraits de son résumé en tant qu'article de référence du Forum Ibn Khaldoun, compte tenu des enseignements utiles qui s'en dégagent.*

---

### Extraits de l'étude de l'Institut Montaigne :

#### « Vu de Pékin : le rebond de l'économie chinoise »

« Après une expérience de la pandémie et du confinement intense mais de courte durée, **la Chine a connu la reprise économique la plus rapide et la plus forte au monde.** Ce rebond a, en grande partie, reposé sur un soutien à la production et sur l'offre, exportations comprises.

**Les économistes chinois se demandent s'il faut y voir une tendance durable ou davantage un pic.**

La voie choisie par la Chine tranche avec celles des autres grandes économies, où l'assouplissement monétaire et les mesures économiques ont été conçus pour soutenir la demande et la consommation face à une pandémie étendue dans le temps.

Les regards chinois semblent porter principalement sur l'économie chinoise elle-même et ses politiques monétaire et fiscale.

Lorsque les économistes chinois observent l'international, **leur regard se porte avant tout sur les décisions économiques que prennent et prendront les États-Unis.** Les autres économies du monde bénéficient d'une attention bien moindre. »

---

## Ce que révèlent les chiffres

« À première vue, tous les signaux sont au vert : la reprise économique de la Chine au premier trimestre 2021 semble prolonger la reprise du deuxième semestre 2020.

Dans le détail, le tableau est plus nuancé. Les analystes chinois dépeignent une reprise plus forte du côté de l'offre que du côté de la demande, et plus forte dans le secteur du logement et de la construction que dans l'industrie manufacturière ou même les infrastructures.

Le tableau qu'ils brossent suggère aussi un écart grandissant entre régions côtières et intérieures, ainsi qu'entre le nord et le sud du pays.

Les investissements directs étrangers et les flux de capitaux financiers à destination de la Chine sont repartis à la hausse. Les médias officiels saluent ici un « vote de confiance par les capitaux internationaux ». En 2020, la Chine est devenue la destination privilégiée pour les investissements, devant les États-Unis, et continue à battre des records au premier trimestre 2021.

Les exportations chinoises ont aussi atteint des niveaux historiques en 2020, avec un excédent commercial de 535 milliards de dollars sur l'année. La tendance reste tout aussi frénétique au premier trimestre 2021.

Le mois de mars 2021 est néanmoins aussi celui d'un fort rebond des importations (+ 38,1 % en glissement annuel, en comparaison avec une croissance des exportations évaluée à 30,6 % sur la même période). Cette caractéristique rompt avec la tendance de 2020. Le rebond des importations pourrait s'expliquer par les craintes de la Chine face au risque d'une poussée inflationniste mondiale et par le fait qu'elle anticipe des difficultés politiques internationales, et stocke de manière préventive énergie, produits agricoles, matières premières et composants informatiques.

Derrière les statistiques d'ensemble et le dynamisme du commerce extérieur, certains autres aspects de la conjoncture semblent plus calmes – ou plus stables, selon le point de vue dans lequel on se place. On note une réduction progressive du soutien public à l'économie, à la fois du côté du budget central et du côté des crédits. Le « financement social total », qui regroupe tous les crédits accordés aux acteurs privés par le système financier, enregistre une baisse considérable.

## L'analyse des risques, boussole de la politique fiscale et monétaire

La Chine, qui n'a pas eu recours à l'assouplissement quantitatif, est la seule grande économie à normaliser ses politiques fiscales et monétaire. Les autres économies s'efforcent de tirer la croissance mondiale en subventionnant la demande.

**La Chine surfe sur la vague de ces efforts consentis par d'autres et se concentre sur la stimulation du volet « offre » de son économie.** Comme pour expliquer cette approche, le Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois insiste sur les incertitudes internationales qui viendraient justifier la prudence des choix économiques du pays.

Lorsqu'ils s'expriment sur l'évaluation des risques et l'efficacité des politiques fiscales et monétaires, les économistes chinois sont loin de parler à l'unisson.

Certains justifient le choix de politiques neutres : selon eux, la création monétaire et le « financement social » doivent essentiellement suivre la croissance du PIB nominal, et la priorité doit être donnée aux « dynamiques endogènes » de l'économie.

D'autres au contraire en appellent à une politique monétaire plus proactive, et s'appuient sur diverses hypothèses : une demande croissante encouragera la croissance et permettra une réduction de la dette ; il s'agit d'un type de politique monétaire que la Chine peut se permettre compte tenu de l'état de ses finances et de ses réserves de devises ; enfin, ouvrir la porte aux importations agirait comme un soutien à l'une des principales ambitions que le pays s'est données : grimper dans la chaîne de valeur des innovations et des technologies.

En dépit de ces débats riches et animés, les objectifs fixés par le gouvernement pour 2021 ont comme arrière-plan un seul et même horizon : la réduction significative du soutien à l'économie, qui pourrait causer un ralentissement de la croissance. Dans ce cadre, maintenir la dynamique des exportations, pilier essentiel de la croissance de 2020, demeure une priorité, et les finances publiques de la Chine conservent une marge de manœuvre en cas de dégradation économique imprévue

### En conclusion

L'Europe en particulier et les autres pays, en général « qui voient en la Chine à la fois un partenaire de coopération, un concurrent économique et un rival stratégique, doivent retenir de la nature de cette reprise économique et de ses enjeux » ce qui suit :

1. « Maintenir la dynamique des investissements étrangers, de l'afflux de capitaux et des exportations reste une priorité chinoise. Il ne faut pas, par conséquent, s'attendre à des concessions sur ces questions »
2. « Les décisions économiques de la Chine sont en grande partie le fruit de facteurs intérieurs, auxquels on peut ajouter l'évaluation des risques inhérents aux choix économiques des États-Unis. L'Europe n'est pas citée comme un élément de risque, et ce même en matière de commerce et d'investissement ».
3. « Le capitalisme d'État, le soutien économique à l'offre, les politiques industrielles et l'innovation demeurent la principale palette d'outils de l'État chinois pour prolonger la croissance ».
4. « La plupart des changements ont lieu sous l'impulsion de l'État-parti – et sont dès lors réversibles. Tout accord international avec la Chine doit insister sur la mise en œuvre des engagements pris et sur leur contrôle ».
5. « Le pays reste un « free-rider », qui réalise son rebond économique en tirant parti du soutien à la demande globale lancé par d'autres banques centrales. Les objectifs climatiques chinois pourraient-ils déroger à cette règle ? Ils sont difficiles à atteindre, et les efforts qu'y consacrera la Chine méritent toute l'attention ».